

Délibération n° 2019-09-26/7

Objet : Présentation du projet de Règlement local de la publicité intercommunal (RLPi) – Bilan de la concertation - Arrêt du projet

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SEANCE DU JEUDI 26 SEPTEMBRE 2019**

L'an deux mille dix-neuf, le jeudi 26 septembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 20 septembre 2019, s'est réuni à 19 h au lieu ordinaire des séances, salle Gilbert Marchal, sous la présidence de Monsieur le Maire, Jean-Pierre RICO.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Secrétaire de séance : B. Conte Arranz**

**Présents : J.P Rico, Maire**

M. Marcou - B. Conte Arranz – F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne - M. Pellet - J.M. Malek  
P. Nivesse - O. Boudet - C. Moreteau - G. Riguidel - B. Rodriguez - S. Riscal - J.M Leïendeckers -  
B. Deltour - G. Della Ragione - C. Germain - A. Estève - C. Prost – S. Waselynck - B. Cosme - I. Gianiel

**Absent ayant voté par procuration :** M. Litton excusé pouvoir à M. Pellet - A. Conesa excusé pouvoir à B. Rodriguez - F. Boyer excusée pouvoir à JP.Rico.

**Absents excusés :** R. Casas Mateu - A. Jamet

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

---

**Monsieur le Maire rapporte :**

Par délibération en date du 27 septembre 2017, en application des articles L581-14 et suivants du Code de l'Environnement, le conseil métropolitain a prescrit l'élaboration d'un règlement local de publicité intercommunal (RLPi) sur l'ensemble du territoire métropolitain. Les objectifs de ce règlement étaient de :

- simplifier les zonages des règlements locaux existants, en recherchant une harmonisation des règles tenant compte des typologies des espaces du territoire métropolitain tout en s'émancipant des limites communales et ce sur l'ensemble des six secteurs identifiés dans le SCoT pour retrouver, chaque fois que cela sera possible, des solutions communes en matière de réglementation,

- identifier sur le territoire métropolitain les espaces nécessitant, au regard des enjeux de préservation et de mise en valeur des paysages de l'ensemble des communes, bourgs et villages localisés entre littoral, plaine et garrigues, la mise en place de dispositions réglementaires plus contraignantes que les règles nationales, permettant de mieux tenir compte des particularités patrimoniales, paysagères ou des risques de surdensité publicitaire propres à certains secteurs tels que les grands axes de circulation, les entrées de villes ou les zones d'activités économiques situées sur la première couronne de la métropole,
- d'envisager, là où se rencontrent cœurs de villes, activités économiques et tourisme, la «réintroduction» de certaines formes de publicité dans des espaces où la législation interdit la publicité mais admet qu'une réglementation locale puisse en admettre la présence, en intégrant là où cela sera opportun les différentes solutions aujourd'hui possibles à l'image du dynamisme de la métropole
- de permettre un contrôle de l'implantation des enseignes, en les soumettant à une procédure d'autorisation préalable résultant de l'existence d'un règlement local, permettant ainsi une instruction sur la base d'une règle commune de dossiers présentés sur des territoires voisins.

Dans cette optique, et sur la base d'un diagnostic, des orientations ont été proposées à l'issue d'un travail de co-construction. Un débat a été organisé dans les communes et en Conseil de métropole le 18 avril 2018.

Ces orientations étaient les suivantes :

**Les orientations générales :**

- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle de la métropole.
- Prendre en compte les nouvelles dispositions réglementaires et anticiper la caducité des RLP (Règlements Locaux de Publicité) en vigueur (Castelnau-le-Lez, Juvignac, Lattes, Montpellier et Saint-Jean-de-Védas).
- Protéger le cadre de vie, limiter la pollution visuelle et les atteintes à l'environnement, concilier lisibilité des acteurs économiques et protection des paysages.
- Envisager, là où se rencontrent cœurs de villes, activités économiques et tourisme, la «réintroduction» de certaines formes de publicité dans des espaces où la législation interdit la publicité mais admet qu'une réglementation locale puisse en admettre la présence.

**Les orientations propres à la publicité**

- Valoriser le cadre de vie sur l'ensemble du territoire.
- Valoriser les axes d'entrée vers la première couronne métropolitaine, pôles d'échange
- Encadrer l'affichage publicitaire dans les secteurs remarquables et les centres-villes
- Limiter la pollution lumineuse

**Les orientations propres aux enseignes :**

- Réduire l'impact de certaines enseignes, améliorer la visibilité des activités
- Valoriser la qualité des centres historiques, améliorer la lisibilité du patrimoine bâti
- Limiter la pollution lumineuse

Sur cette base et s'appuyant sur la concertation qui a accompagné la procédure (réunions publiques, rencontres avec les personnes publiques associées et avec les associations agréées notamment), un projet de Règlement local de publicité intercommunal a été arrêté en Conseil métropolitain le 23 juillet 2019.

Ce projet instaure des dispositions générales et d'autres spécifiques à chaque zone.

Il encadre la publicité d'une part et les enseignes d'autre part et prévoit la création de quatre zones de publicités divisées si nécessaire en sous-catégorie pour tenir compte des spécificités et des enjeux de chaque territoire :

- ZP1 Centres villes, noyaux villageois
- ZP2 Zones résidentielles et tissus urbains mixtes
- ZP3 Voies urbaines et péri-urbaines particulières
- ZP4 Zones économiques

Les prochaines étapes de la procédure seront les suivantes :

#### **Enquête publique et approbation**

Le projet de RLPi arrêté sera soumis à enquête publique en cette fin d'année 2019. A l'issue de cette enquête, sur la base de l'avis du Commissaire enquêteur, après d'éventuels ajustements issus d'avis exprimés pendant l'enquête et ne remettant pas en cause l'économie générale du projet, le règlement sera soumis à approbation en Conseil de Métropole, à la suite de quoi, il sera tenu à la disposition du public.

#### **Application du RLPi**

Lorsque le RLPi approuvé sera entré en vigueur après l'accomplissement des formalités de publicité requises, il se substituera aux 5 règlements locaux de publicité existants sur la métropole.

Les pouvoirs de Police exercés par le Préfet dans les communes jusqu'alors non dotées de règlement local, seront transférés aux Maires à qui il appartiendra de faire respecter l'ensemble des règles qu'elles soient nationales ou locales.

Les dispositifs publicitaires régulièrement installés antérieurement et qui ne respectent plus ses prescriptions disposeront d'un délai de 2 ans pour être mis en conformité. De même, les enseignes devenues non conformes, disposeront quant à elles d'un délai de mise en conformité de 6 ans.

Pour accompagner les services instructeurs des différentes collectivités ainsi que les pétitionnaires, la métropole proposera à l'issue de cette procédure un guide faisant la synthèse des principales dispositions nationales et locales.

Le projet de RLPi ainsi arrêté est transmis aux maires des communes membres de la Métropole, les conseils municipaux disposant en application des dispositions de l'article L.153-15 du Code de l'urbanisme et sans préjudice d'éventuelles observations au cours de l'enquête publique, de la possibilité de délibérer dans les trois mois suivant la délibération n°M2019-394 du 23 juillet 2019 pour exprimer leur éventuelle opposition à des dispositions réglementaires qui les concernent, une telle opposition imposant alors un nouvel arrêt en Conseil de Métropole à la majorité des deux tiers.

Au vu de l'ensemble de ces informations, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur le projet de RLPI tel qu'arrêté par le conseil de Métropole du 23 juillet 2019 et décider :

- ✦ que le projet de RLPI arrêté lors du conseil métropolitain du 23/07/2019 n'appelle aucune opposition de sa part.
- ✦ Dire que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Fait à Pérols,  
pour extrait conforme le 26 septembre 2019  
Le Maire  
Jean-Pierre RICO

